

GARE DE L'EST..... ELECTION PARTIELLE AU CER DU 30/09/14: SUD-RAIL ET LA CGT EVINCENT DE LA REPRESENTATION LE COURANT SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE POUR L'ACTION GREVISTE MENE EN JUIN

Sud-Rail utilise des méthodes bureaucratiques et anti-démocratiques dans les élections professionnelles

Le 30 septembre avait lieu une élection partielle pour le CER à l'ELT-EPT 4. Bien que tête de liste Sud-Rail, je n'ai pas été réélu. Contrairement au vote du mois de mars, où il n'y avait eu aucune rature sur mon nom sur ce chantier, cette fois-ci, il y en avait suffisamment pour empêcher toute réélection.

Un si grand nombre de ratures est forcément l'expression d'une consigne de vote. Mais une consigne de vote officielle puisqu'elle s'est faite sans revendication explicite, sans critique ouverte, sans explication de vote, sans justification ni éléments de décision, sans discussion, ni débat alors que la liste CE avait été validée au sein d'une AG syndicale Sud-Rail pour les élections professionnelles.

Sur quels critères les salariés de ce site se sont-ils fondés pour me rayer, la plupart (hormis les militants syndicaux de Sud-Rail) ne me connaissant même pas. Comment pouvaient-ils dès lors juger de mon action syndicale en tant que militant et élu au CER ? De la seule manière qui puisse l'être. Ils ont fait confiance à ceux qu'ils côtoient au quotidien et qui leur ont donné leur son de cloche sans pouvoir entendre le mien et faire ainsi leur choix. Saluons le courage politique de ceux qui ont mené une telle campagne. Quelle confiance dans leurs idées et leurs orientations pour éviter un débat public que je n'ai jamais fui pour ceux qui me connaissent.

Face à cette situation et aux méthodes employées par une partie des militants du syndicat, j'ai interpellé au travers d'une motion la section syndicale ADC et le syndicat régional pour que soit dénoncé publiquement ce type de méthode. Réponse : « *il n'y a aucune légitimité pour qu'une expression du syndicat sorte sur ce sujet dès lors qu'aucune section (ni même aucun militant!) ne l'a porté dans les cadres collectifs du syndicat* ». Pour un syndicalisme démocratique, on aurait pu penser qu'une position de principe dénonçant ce type de méthodes serait l'évidence. Apparemment non ! Je considère que le syndicat prend le parti des militants qui ont mené campagne pour cette éviction.

C'est la raison pour laquelle je m'exprime publiquement pour dénoncer ces méthodes. Je remercie le syndicat FO de me donner cette occasion. N'ayant pu répondre à cette campagne officielle qui a mené à mon éviction, je vais le faire maintenant. En effet, si les critiques avaient été publiques et honnêtes, j'aurais pu défendre ouvertement mon bilan et les orientations sur lesquelles je m'engageais pour le prochain mandat. Je fus le seul à diffuser un bilan ainsi qu'une profession de foi au sein de Sud-Rail pour la nouvelle mandature. Tout un chacun aurait pu alors juger !

Cette attitude, loin de me nuire, nuit surtout au syndicalisme que Sud-Rail revendique, un syndicalisme démocratique, en renforçant les dérives bureaucratiques et anti-démocratiques d'une partie de l'appareil syndical. Elle nuit aussi à tous les salariés conscients qui se défendent quotidiennement contre la direction. Quel message cette partie de l'appareil Sud-rail envoie-t-elle à la direction SNCF en organisant l'éviction d'un élu tandis que l'autre partie se solidarise de ces méthodes. Cela revient à sanctionner l'orientation défendue notamment pendant la grève, à savoir :

- le retrait puis l'abrogation de la réforme ferroviaire une fois celle-ci votée,
- qu'il n'y ait aucune ouverture de négociation tant que le retrait n'était pas obtenu
- l'extension du mouvement gréviste comme en 1995,
- le blocage de la production par l'occupation des lieux de production comme 1936
- la nécessité pour les grévistes de s'organiser en comité de grève, de se coordonner à l'échelle du territoire
- d'entraîner les autres corporations afin d'aller vers la grève générale et faire reculer ce gouvernement de casse sociale sur tous les coups qu'ils nous portent.

Orientation que Sud-Rail ne découvrirait pas puisque celle-ci avait été défendue dans un document intitulé « Perspectives d'orientation 2013-2014 » pour l'AG régionale Sud-Rail. En refusant de se démarquer de ces méthodes, Sud-Rail adresse à la direction SNCF qu'elle ne soutient pas les militants qui veulent défendre bec et ongle le service public et refusent de participer à des négociations qui ne déboucheront que sur des reculs. Le syndicat se désolidarise publiquement d'un militant. Autant donner à la direction un blanc-seing pour réprimer à l'avenir !

La bureaucratie syndicale CGT règle ses comptes vis-à-vis d'un militant de la grève avec le soutien de Sud-Rail au nom de l'unité syndicale !

Alors que Sud-Rail avait la prétention à ses débuts (2^{ème} Congrès, Bordeaux, 2000) de construire un « *syndicalisme offensif* » regroupant notamment les « *syndicalistes révolutionnaires* », le syndicat régional a fait le choix conscient d'évincer un militant de la tendance syndicaliste révolutionnaire. Il a agi ainsi pour donner des gages à la CGT en éliminant la tendance qui, dans la grève défendait une orientation de lutte de classe, un mode d'organisation s'appuyant sur les grévistes (comité de grève, coordination) et qui avait mainte fois auparavant dénoncé la politique de l'intersyndicale, plus particulièrement la CGT, sur la réforme ferroviaire (voir document de perspectives d'orientations). Alors qu'auparavant, Sud-Rail n'hésitait pas à dénoncer la politique de la CGT dans les mouvements nationaux, notamment la « *volonté de l'appareil fédéral de casser les mobilisations nationales* » (p10, 2^{ème} Congrès), il n'en est

plus rien. La CGT aurait-elle changé fondamentalement de politique pour que Sud-Rail, tout en cherchant l'unité syndicale sur des bases favorables aux salariés, ne critique plus la politique de la CGT comme sur la réforme ferroviaire ? Non ! Et ce c'est ce que nous allons voir ! C'est pour cette raison que cette orientation, syndicaliste révolutionnaire, devenait un obstacle en interne pour ceux qui cherchait à faire l'unité avec la bureaucratie syndicale de la CGT. Et faire cette unité, c'était s'en prendre à tous ceux qui pouvaient dénoncer le double jeu de de la CGT et empêcher dans les faits ce rapprochement présenté aux salariés comme une nécessité pour faire reculer le gouvernement et à la direction SNCF. Pendant la grève, le secrétaire du secteur CGT a envoyé le mail suivant à Sud-Rail prétextant un tract dont on m'impute la paternité mais avec lequel je suis d'accord :

« (...) le tract distribué par Mickael THIBAUT et sa clique ! Comme je vous l'ai indiqué lors de notre conversation téléphonique, THIBAUT est votre tête de liste au CE. La CGT espère que SUD rail saura dénoncer le contenu de ce torchon qui fait passer nos organisations syndicales pour des vendus à la cause de la Direction SNCF et du Gouvernement que pourtant nous combattons ensemble. Ce mouvement de grève a été construit par la CGT et SUD Rail, si de votre côté rien est fait pour que leurs agissement prennent fin, sachez que la CGT et ses militants ne laissera pas ces énerguemène discréditer notre démarche unitaire.»

Que disait ce tract qui salirait Sud-Rail et la CGT ? En voici un extrait :

« Les fédérations CGT- Sud Rail appellent à la grève reconductible... pour mieux étouffer le mouvement !

Toutes (les fédérations) nous disent qu'il est possible d'avoir une bonne réforme. Pourtant les services publics sont cassés les uns après les autres. (...) Alors pourquoi le gouvernement et la SNCF agirait-ils autrement avec nous ? (...) Comment comprendre cet entêtement des fédérations à vouloir obtenir l'ouverture d'un vrai débat sur la réforme ? (...) Ils ont participés aux Assises du ferroviaire, aux débats du CESE (...) où la CGT (...) a présenté un rapport sur la privatisation du transport régional ferroviaire. (...) L'objectif des syndicats est d'obtenir un « vrai débat » (...) sur la base de leur plate-forme unitaire (...). Comment un débat ou négociation pourrait déboucher sur une réforme favorable aux cheminots alors qu'on sait pertinemment que leur volonté est de casser la SNCF et non de l'améliorer ? C'est tout simplement pour mieux nous vendre une future ouverture de négociation comme une victoire et mieux faire reprendre le travail. Ainsi ils sauvent les apparences. Ils apparaissent toujours opposés à la réforme et évitent un conflit au gouvernement et à la SNCF (...). »

Si le constat dressé par les auteurs de ces lignes est vrai. Ils n'avaient par contre pas pris en compte le mécontentement des cheminots face à la réforme ferroviaire. Mécontentement qui a obligé les bureaucraties syndicales à manœuvrer autrement pour enterrer le mouvement de grève. Au lieu de nous vendre l'ouverture d'une « vraie négociation » contre une reprise du travail, ce qu'il ne pouvait pas faire sans se faire débarquer, ils ont accompagné, comme nous allons le voir, le mouvement et l'ont encadré jusqu'à ce qu'il s'essouffle sans qu'il ne soit jamais dangereux pour le gouvernement.

Derrière le mot d'ordre « retrait de la réforme » repris par la CGT et Sud-Rail, l'unité de la bureaucratie syndicale contre la grève !

Le mécontentement était tel que, dès les premières AG, Sud-Rail et la CGT se sont sentis obligé de reprendre le mot d'ordre de retrait de la réforme alors que jusque-là ils ne le défendaient pas. S'ils ont repris ce mot d'ordre imposé par la base c'est de peur de se faire déborder et de ne pas pouvoir ensuite diriger le mouvement. La CGT ne voulait pas du retrait et Sud-Rail, au nom de l'unité syndicale, a caché cette politique.

Dans Le Parisien du 14 juin 2014, Lepaon y est interviewé à propos de la grève des cheminots :

« La CGT n'a jamais demandé le report ni le retrait du projet de loi. On n'est pas contre une loi, mais contre son contenu. Il faut en discuter... »

Dans Le Monde » du 17 juin 2014, dans un article intitulé « La CGT cheminots poussée à durcir le mouvement par la radicalité de sa base » :

« L'exécutif ne cesse de rappeler que les partenaires sociaux ont été associés depuis 18 mois à la préparation du texte par Frédéric Cuvillier, secrétaire d'Etat chargé des transports et ont validé les différentes étapes. « Le texte a quasiment été écrit par la CGT, c'est un comble de la voir en grève aujourd'hui » s'étrangle un proche de Manuel Valls. »

Au sein de la CGT des voix se sont élevées contre Lepaon et ses prises de position pendant la grève mais aussi au CESE. Le syndicat des cheminots CGT de Versailles a d'ailleurs adressé une motion à « l'attention de la commission exécutive confédérale » à ce sujet :

« Après un conflit très dur contre la réforme ferroviaire, dans lequel notre syndicat a pris toute sa place, il est de notre devoir de réagir, une fois encore, sur le comportement de Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT. (...) par voie presse (...) Thierry Lepaon a pris les grévistes et notre fédération à contre-pied, en annonçant des « avancées » entre « le premier projet de loi et celui qui est débattu », et en se permettant même d'annoncer « un tournant dans la manière dont les cheminots ont décidé de s'exprimer ». (...) Nous n'avons pas oublié sa position profondément néfaste

en tant que rapporteur de la commission Travail du CESE sur l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs en juillet 2012 »

Lepaon n'est pas le seul à tremper dans l'affaire. Dans le « Le Parisien » du 14 juin 2014, il dit ceci :

« Il n'y a aucune différence, pas même un cheveu, entre Gilbert Garrel et moi. Les rencontres avec le premier ministre, les services de l'Élysée et François Hollande, nous les avons faits ensemble. On a simplement expliqué que, s'il fallait plus de temps au gouvernement, il pouvait reporter de plusieurs jours la discussion. »

Plus de temps pourquoi ? Ils sont d'accord sur le fond. Du temps certainement pour se mettre d'accord sur les formulations ?

Dans son tract de sortie de grève, la CGT tire le bilan suivant « *une unité syndicale comme celle bâtie autour de la plateforme unitaire aurait permis d'obtenir une renégociation du projet de loi.* » Renégociation et non retrait ! Plus de doute à avoir. La CGT (confédérale et fédérale) soutenue par Sud-Rail était prête à discuter, négocier cette réforme tout en faisant croire qu'elle y était opposée. La reprise du mot d'ordre de retrait de la réforme dans les AG n'avait pas d'autre but sous l'aspect du radicalisme que de combattre toute politique susceptible de vraiment pouvoir faire reculer le gouvernement et le patronat derrière la direction SNCF.

Qui a combattu en AG le blocage de la production comme en 1936, d'étendre le mouvement comme en 1995 pour essayer d'avancer vers un mouvement de grève générale ? Qui a combattu l'idée d'aller voir la RATP pour bloquer tous les transports ? Qui a combattu l'idée d'aller voir les hôpitaux, les postiers de l'arrondissement pour avoir le soutien des autres travailleurs du public ? La liste est longue !

Radicaux en parole dans les AG, les bureaucraties syndicales donnaient des gages au gouvernement et ont œuvré pendant toute la grève pour que celle-ci ne puisse jamais devenir menaçante pour la gauche au pouvoir. Pas plus qu'ils ne se battaient réellement pour le retrait, l'abrogation de la réforme est aujourd'hui absente de leurs tracts.

La bureaucratie syndicale ne pouvait pas faire reculer la gauche qu'elle a fait élire à la présidence !

Comment les appareils syndicaux auraient pu contraindre la gauche à reculer sur la réforme ferroviaire et pourraient-ils défendre la réglementation actuelle alors qu'ils l'ont fait élire en sachant pertinemment quelle politique elle mènerait ensuite.

C'est la gauche qui a privatisé Air France, Eramet, France Telecom, Gan, Thomson Multimédia, CIC, CNP, Aérospatiale (EADS), CNP entre autres à la fin des années 90 et début année 2000 sous le gouvernement Jospin avec lequel Hollande candidat n'a pas hésité à s'afficher.

C'est la gauche qui a mené les attaques depuis des années contre la SNCF et les cheminots :

- *Loi d'orientation des transports intérieurs (contrats entre la SNCF et les régions, premier pas vers la libéralisation) mis en place le 30 décembre 1982 sous Mitterrand-Mauroy-Fiterman (PS-PCF).*
- *La SNCF devient une EPIC le 1er janvier 1983 sous Mitterrand-Mauroy-Fiterman (PS-PCF).*
- *Directive européenne 91/440 du 29 juillet 1991, votée par la France sous Mitterrand-Rocard-Quilès (PS) pour rendre rentable le secteur ferroviaire et séparer entre autres infrastructure et exploitation,*
- *La directive est transposée en droit français en 1995 sous le même gouvernement.*
- *Création du RFF le 13 février 1997, sous Chirac-Juppé-Pons mais la création s'est faite sous Jospin-Gayssot*
- *Demandes de plusieurs rapports en vue de l'ouverture du service ferroviaire à la concurrence par le gouvernement Ayrault (PS) : rapporteurs Auxiette (PS), Bianco (PS), Grignon (UMP) et Lepaon (CGT). Tous les rapports convergent vers la privatisation...*
- *Vote de la réforme pour le 4ème paquet ferroviaire sous Hollande – Valls - Cuvilliers (PS)*

Les appareils syndicaux ne pouvaient pas ignorer la politique que la gauche avait déjà menée sur ce terrain à chaque fois qu'elle avait été au pouvoir. C'est en connaissance de cause qu'ils ont milité pour la victoire d'Hollande contre Sarkozy laissant croire aux travailleurs que le problème était Sarkozy. Alors que tous les deux ne sont que des pantins au service des capitalistes. Ils ont donné l'illusion tant qu'ils l'ont pu qu'on pouvait attendre autre chose de la gauche.

A ce même CER, juste après l'élection d'Hollande, le RS Sud-Rail déclarait :

« Les électeurs et électrices ont tranché. Le gouvernement Sarkozy qui détruisait la société française est viré. Fini la minorité (patrons et banquiers) qui profitait du travail des salariés pour leur enrichissement personnel ! (...) Le nouveau président de la république a promis un changement maintenant, une meilleure justice pour tous. »

Deux ans plus tard on aurait presque envie d'en rire s'il n'y avait pas délibérément l'envie de duper les salariés sur ce qu'on pouvait attendre de la gauche au pouvoir. Contrairement à eux, je les mets au défi de trouver un seul écrit ou je ne dénonce pas ouvertement la gauche et la politique de casse sociale qu'elle mènera une fois au pouvoir. Par contre, ceux qui ont appelé à me rayer font partie de ceux qui ont aidé Hollande à se faire élire et continuent de participer à toutes les mascarades de négociations même si au final ils ne les signent pas toujours.

A l'unité Bureaucratique, construisons l'unité des travailleurs en lutte sur des bases de classe !

Sud pouvait faire le choix de soutenir les équipes CGT qui ne marchaient pas derrière Lepaon. Elle a choisi l'alliance avec l'aile de la CGT qui n'a jamais dénoncé Lepaon et qui menait un double jeu avec les cheminots. Elle a aidé la partie de l'appareil syndical qui a participé à toutes les négociations et qui ne voulaient pas d'une grève forte susceptible de faire reculer la gauche et lui a permis de se faire une virginité alors qu'elle avait participé à toutes les réunions ou négociations sur la privatisation.

En ne dénonçant pas les trahisons au nom de l'unité, Sud-Rail a une part de responsabilité dans notre défaite. Au lieu de l'unité avec les syndiqués et militants lutte de classe, sud-Rail a choisis l'unité avec la partie de la CGT qui collabore non seulement avec le patronat mais s'organise aussi avec lui au travers de club comme Le Siècle, ou le Quadrilatère et se fait financer au travers des fonds occulte comme le prouve les affaires de l'UIMM ou du CE d'EDF ?

Dans cette histoire, c'est SUD qui change de nature, pas moi ! La prochaine fois, ne nous laissons pas abuser ! Pour contrôler nos grèves nous aurons besoin d'un comité de grève élu, responsable devant l'AG dont les membres seront révocables à tout moment. Nous aurons aussi besoins de nous coordonner avec toutes les AG grévistes au sein d'une AG centrale de la grève ! Voilà ce que ne voulaient pas la plupart des organisations syndicales. Voilà pourquoi elles défendaient le fait que c'était aux OS de diriger nationalement le mouvement. Ils sont contre le fait que ce soit les travailleurs eux même qui dirigent leur lutte.

Pour masquer leur politique traître, ils utiliseront la calomnie ! Ce qu'ils ont déjà fait maintes fois !

A n'en pas douter, les réponses à cette prise de position publique, si réponses il y a, ne répondront pas une seule fois sur le fond. Ils utiliseront la vieille arme de la calomnie pour chercher à se dédouaner et faire oublier leur politique collaborationniste avec le patronat et le gouvernement. L'orientation défendue ces dernières années nous a déjà valu :

- *Lettre anonyme me dénonçant avec d'autres militants au moment des élections en 2011*
- *Tentative d'exclusion pour avoir dénoncé les élus siégeant en présence d'OPJ et d'huissier au CER pendant la lutte contre le licenciement de Fabien Malvaud, remiseur dégareur au TEE de l'Ourcq.*
- *Calomnie à propos des DD posés pour aller soutenir la grève des CRTT (été 2011). Une majorité de la section ADC ne soutenait pas leur lutte souhaitant même qu'ils aillent dans le mur en suivant la CGT.*
- *Calomnie de la direction repris par une partie de la section ADC quand les manquements de la direction de l'ET sur les VM et VAS sur le dépassement des dates de convocation ont été dénoncés et combattus*
- *Bien des militants de Sud-Rail diffusaient partout le fait que « je ne roule pas » (je suis à la conduite des trains), comme si eux roulaient. La belle blague. Contrairement à eux, je ne l'ai jamais caché.*

Et quand la calomnie ne suffisait pas, nous avons le droit à des bâtons dans les roues :

- *Pression pour ne pas dénoncer le rapport Lepaon*
- *Aucun soutien dans la lutte contre les groupuscules d'extrême droite. La formation sur Dieudonné et Soral n'a pu être menée à bien. La direction de Sud-Rail ne voulait pas se mettre à dos les syndiqués ayant de la sympathie pour Dieudonné lors des élections de peur de perdre des voix. On attend toujours la formation.*

Renouons avec ce qu'il y a de meilleure dans le syndicalisme révolutionnaire !

Alors, élu ou pas, je continuerai à défendre les intérêts de ma classe, celle des travailleurs contre les patrons et les gouvernements capitalistes, peu importe leur couleur politique. Je continuerai à défendre un syndicalisme révolutionnaire qui ne collabore pas, défend les intérêts de tous, ne pratique pas le clientélisme, fait appliquer la réglementation à la SNCF (VP, VAS, RH 0077, parcours pro...), essaie d'améliorer les conditions de travail et de vie de tous.

Mais cela n'est qu'un aspect de l'œuvre syndical qui ne saurait être complète sans une lutte acharnée contre le capitalisme. C'est d'autant plus vital que dans la situation actuelle les classes dirigeantes avec l'appui de la gauche mènent une série d'attaques qui entraînent et va entraîner encore plus d'entre nous vers la misère et dans la guerre. Aucun gouvernement n'a mené autant de guerre dans le monde que celui d'Hollande-Valls.

A la guerre sociale, nous devons répondre par une seule et même lutte, une lutte de classe. Nous devons enlever tout le pouvoir aux capitalistes et aux politiciens à leur service pour imposer non seulement nos revendications mais pour réorganiser l'économie sur des bases non capitalistes. La SNCF comme tous les services publics comme l'économie dans son ensemble doit être dirigé par ceux qui produisent les richesses et contrôler par eux même au travers de comité, de conseils de travailleurs.... C'est cela la socialisation des moyens de production défendue en paroles par Sud-Rail (l'expropriation du capital). Voilà quelle était l'œuvre émancipatrice pour laquelle militaient les militants syndicaux de la CGT au début du 20eme siècle se battaient.

Nous devons renouer avec cette perspective d'un syndicalisme révolutionnaire qui défendait :

- *La lutte de classe, la grève générale, la révolution, L'expropriation du capital,*
- *L'antiétatisme, l'antipatriotisme,*
- *L'indépendance des travailleurs vis-à-vis de la bourgeoisie, de ses partis, de son état et de toutes les religions,*
- *L'autonomie des travailleurs dans leur lutte par l'action directe.*